

Texte de Politique Générale:

Auteur : République tchèque

Commission : Fiscalité

Problématique : "Vers une harmonisation fiscale européenne encourageant la compétitivité économique, tout en intégrant des dimensions écologiques et innovatrices ?"

Le gouvernement de la République tchèque, dirigé par le Premier ministre Petr Fiala, met en avant la compétitivité économique, l'innovation et la transition énergétique comme priorités nationales. Dans ce cadre, la fiscalité joue un rôle clé pour soutenir ces objectifs tout en s'alignant sur les engagements européens. La commission de fiscalité de l'Union européenne aborde la question suivante : "Comment harmoniser la fiscalité européenne pour encourager la compétitivité tout en intégrant les enjeux écologiques et d'innovation ?" Ce sujet est crucial pour notre pays, qui cherche à concilier un développement économique durable et de la compétitivité au sein du marché européen.

L'harmonisation fiscale européenne soulève plusieurs enjeux majeurs. D'une part, il s'agit de garantir une compétitivité économique pour les États membres, en évitant les distorsions fiscales. D'autre part, la fiscalité doit dès maintenant, répondre aux impératifs écologiques, notamment en encourageant les pratiques respectueuses et en favorisant les investissements avec les technologies vertes. Enfin, il convient de trouver un équilibre pour que les réformes fiscales ne pénalisent pas les économies les plus fragiles au sein de l'UE.

Pour la République tchèque, ces enjeux sont particulièrement pertinents. Notre nation cherche à renforcer sa compétitivité tout en favorisant la transition énergétique, avec des investissements dans les énergies renouvelables. Cependant, des différences fiscales avec d'autres États membres peuvent créer des tensions. L'harmonisation fiscale européenne pourrait aider notre pays à intégrer des pratiques fiscales plus durables, tout en restant compétitif. La République tchèque soutient une harmonisation fiscale européenne qui favorise la compétitivité des entreprises, mais avec une certaine flexibilité pour respecter les spécificités économiques de chaque État membre. Le pays plaide pour des taux d'imposition différenciés, tout en garantissant des bases fiscales communes pour éviter les distorsions de concurrence. Concernant l'aspect écologique, la République tchèque est favorable à une fiscalité verte, comme la taxation du carbone, et soutient l'Accord de Paris sur le climat. Cependant, elle insiste sur la nécessité de mesures d'accompagnement pour les industries en transition, comme l'industrie charbonnière. Le pays soutient aussi des incitations fiscales pour encourager les investissements dans les technologies vertes et innovantes. En revanche, la République tchèque défend fermement la souveraineté fiscale des États membres. Tout en soutenant l'harmonisation progressive, elle estime que chaque pays doit garder une certaine autonomie pour adapter les politiques fiscales à ses besoins spécifiques. Ainsi, la position du pays repose sur un équilibre entre harmonisation fiscale et respect des particularités nationales, pour garantir une compétitivité durable et équitable au sein de l'UE.

Notre pays soutient l'harmonisation fiscale à travers des initiatives comme la CCCTB pour une fiscalité plus équitable. Elle a mis en place des incitations fiscales pour les énergies renouvelables et soutient le Green Deal avec des taxes environnementales. Cependant, elle reste réticente face à des mesures comme la taxe carbone uniforme et le taux d'imposition minimum européens. Pour l'avenir, elle propose un mécanisme de transition fiscale pour les secteurs en mutation, un fonds pour l'innovation verte, et une harmonisation fiscale progressive qui respecte les spécificités de chaque pays tout en atteignant les objectifs européens. La République tchèque soutient une harmonisation fiscale européenne, mais avec une approche prudente et flexible, respectant les spécificités nationales tout en favorisant la compétitivité et la transition écologique. Elle plaide pour une fiscalité qui soutient les secteurs en mutation et encourage l'innovation verte, tout en évitant des mesures trop contraignantes qui pourraient nuire à son économie.

En conclusion, bien que le pays soit généralement favorable à une intégration européenne renforcée, il reste pragmatique et soucieux de préserver sa souveraineté fiscale. La République tchèque adopte une position europhile, mais veille à ce que les réformes respectent ses réalités économiques et sociales. Elle cherche à concilier ses ambitions européennes avec la protection de ses intérêts nationaux dans le domaine fiscal.